

Une grande partie de l'augmentation des revenus du gouvernement découle des politiques qui ont encouragé l'investissement au Canada. Plus il y a de personnes qui se trouvent des emplois grâce aux investissements, plus les revenus sont élevés. En effet, ces personnes cessant de toucher des prestations d'assurance-chômage ou de bien-être social, n'ont plus besoin de programmes de soutien et entrent sur le marché du travail, ce qui en fait des contribuables.

J'ai entendu quelque chose de particulièrement intéressant à propos de la qualité des emplois créés. Les députés de l'opposition allèguent d'un air méprisant que la plupart des emplois créés par le gouvernement sont des emplois mal rémunérés ou à salaire minimum dans le secteur des services. Ils ont tout à fait tort. Ils croient que le secteur des services n'emploie que des serveurs de hamburgers chez McDonald's et des chasseurs au Holiday Inn. Ils oublient que le secteur des services emploie aussi des médecins, des architectes, des ingénieurs, des fonctionnaires et des infirmières ainsi que des banquiers et des courtiers.

Si les députés de l'opposition examinaient les emplois créés par secteur professionnel plutôt que par industrie, ils apprendraient que la moitié des emplois créés entre 1984 et 1987 entraient dans la catégorie des cadres et des professionnels. On est loin des emplois à salaire minimum. En incluant d'autres secteurs bien rémunérés tels que la construction, on constate qu'environ deux tiers des emplois créés entre 1984 et 1987 étaient dans des professions mieux rémunérées que la moyenne.

Nous pouvons être fiers de notre plan et des résultats que nous avons obtenus en nous y tenant. Aux yeux d'un ingénieur, le plan est garant de la solidité de la structure. Sur le plan politique, il s'agit d'un engagement, qui fait évidemment l'affaire des investisseurs du monde entier. Le Canada est en train de redevenir un lieu de prédilection. On s'intéresse à nos initiatives et on veut y prendre part. Nous sommes, sans contredit, l'un des meilleurs endroits au monde pour investir et l'un des pays où il est le plus facile de vivre.

Le ministre des Finances que le premier ministre s'est choisi est l'un de ceux qui aura occupé ce poste le plus longtemps après le chef de l'opposition officielle (M. Turner) qui, si je ne m'abuse, détient le record de longévité à ce titre. Toutefois, son record risque d'être battu car, avant longtemps, les Canadiens vont confier un nouveau mandat au gouvernement et au ministre des Finances, pour leur sens des responsabilités. Les braves fuseraient de toutes parts si nous étions plus nombreux.

Une voix: Bravo!

M. Layton: Enfin! Notre ministre des Finances est un atout pour le Canada. Il l'est aussi pour le gouvernement. Il est le symbole de la responsabilité financière en tant que thème et objectif. Il fait honneur à tous ses collègues, étant donné la manière dont il s'acquitte d'une tâche lourde et très ardue.

● (1720)

Il s'agit constamment de trouver de nouvelles ressources à même celles dont on dispose. A chaque nouveau projet de dépenses, le ministre qui en est l'auteur doit faire des prodiges pour trouver les ressources nécessaires au sein de son ministère ou tenter, en collaboration avec ses homologues en cause, d'atteindre les objectifs poursuivis. Il est vrai que le rendement

et l'approche du gouvernement ont fait l'objet de certaines critiques. Nos propres partisans s'interrogent parfois sur les hausses de taxes. Or, elles sont nécessaires en partie parce que le gouvernement, qui a le sens des responsabilités, doit rembourser la dette provenant d'un gaspillage antérieur.

Pourquoi met-on tellement de temps à réduire le déficit? Pourquoi ne pourrions-nous pas le sabrer et le ramener à des proportions plus raisonnables? Tout ceux qui ont déjà été dans les affaires savent qu'il est beaucoup plus facile de dépenser que d'épargner. Nous nous étions tellement habitués à dépenser que, pour changer une bureaucratie aussi lourde et aussi sujette à grossir que celle dont nous avons hérité en 1984, il a fallu déployer d'énormes efforts.

Par conséquent, pour réduire la croissance du gouvernement il a fallu relever un défi égal, c'est-à-dire de taille. Mais nous y réussissons. De 38 milliards en 1984, nous avons ramené le déficit à 28,6 milliards, et il continue de diminuer d'année en année. Chaque diminution du déficit entraîne la réduction proportionnée de la demande sur les marchés financiers et fait constamment diminuer les pressions qui s'exercent sur les taux d'intérêt.

Quels sont les résultats, les conséquences, de la responsabilité financière? En tout premier lieu, les taux d'intérêt hypothécaires sont beaucoup moins élevés que n'avaient l'habitude d'exiger les sociétés de prêts hypothécaires. A l'époque où il fallait payer 20 p. 100 d'un investissement en intérêts, les jeunes désireux d'acheter une maison ne pouvaient faire autrement que d'y renoncer. De nos jours, les hypothèques sont de 10 p. 100, et même moins. Les consommateurs et les personnes qui font de la rénovation peuvent réaliser de grandes économies. Les investissements se sont accrus.

M. Rossi: Dites-nous où l'on pourrait obtenir une hypothèque de 10 p. 100.

M. Layton: Les milieux financiers financent des projets sans l'aide du gouvernement, ce qui ne pouvait se concevoir auparavant, car sans subvention du gouvernement, on ne pouvait rien faire. De nos jours, nous nous en remettons au marché, ce qui nous avantage tous énormément sur le plan des coûts administratifs.

Le président suppléant (M. Paproski): J'ai du mal à suivre cet excellent discours. Je voudrais que les autres députés fassent à leur collègue de Lachine (M. Layton) la politesse de l'écouter.

M. Layton: La responsabilité financière a d'autres retombées économiques appréciables: la relance de l'emploi. Près de 1,2 million d'emplois ont été créés depuis septembre 1984. C'est la plus forte croissance par habitant de tous les pays industrialisés de l'Ouest. Cette relance de l'emploi s'accompagne forcément d'un recul du chômage. Les gens qui avaient l'habitude de postuler des emplois à temps partiel jouissent maintenant d'un travail à plein temps. La responsabilité financière a également d'autres répercussions bénéfiques importantes: la baisse de l'inflation qui est demeurée à près de 4 p. 100. Nous avons maintenant une économie beaucoup plus stable et nous avons beaucoup plus confiance en nous-mêmes et en notre pays.